

# Seuls 15 % des élèves demandent de l'aide en cas de harcèlement à l'école

ENSEIGNEMENT Des jeunes réclament des mesures sur la violence dans les lieux scolaires

► Selon une enquête réalisée par le Comité des élèves francophones, très peu d'élèves victimes de violences osent en parler.

► Les témoins de ces actes rechignent, eux aussi, à réagir.

Le harcèlement scolaire est un phénomène hautement médiatisé depuis quelques années. En février dernier, un jeune néerlandophone, Lars, se suicidait pour ce motif. En mars, Nora Fraisse, la mère de Marion, qui s'est également donné la mort à la suite de violences à l'école, témoignait dans nos colonnes de l'isolement dans lequel elle et sa fille s'étaient retrouvées.

Et les élèves, dans tout ça ? Cette année, ils se sont emparés du sujet, via une année de travail et de sensibilisation. Les membres du CEF (Comité des élèves francophones), alias le syndicat des élèves du secondaire, ont réalisé des capsules vidéo, ont répertorié tous les outils existants et ont mené une enquête auprès de plus de 500 jeunes du secondaire, sur internet et à la sortie des écoles. *Le Soir* en dévoile les résultats en primeur.

L'enquête n'a pas de caution scientifique, et l'échantillon pourrait être plus grand, mais l'initiative a l'avantage de venir des élèves et de leur donner la parole. Un coup de sonde à grande échelle, en somme. De l'avis de Benoît Galand, expert du harcèlement en Communauté française, les élèves du CEF « se sont mouillés le maillot » et leur étude « tient la route ».

Les résultats seront d'ailleurs bientôt déposés au cabinet de la ministre de l'Éducation Joëlle Milquet – le CEF est d'ailleurs engagé dans les débats autour du Pacte d'excellence.

Donc, qu'est-ce que ça dit ?

En chiffres, 95 % des élèves interrogés déclarent avoir été témoins de moqueries envers un autre élève, 88 % de l'isolement d'un élève. 70 % disent avoir été l'objet de moqueries. Plus in-

quiétant, plus d'un élève sur deux (56 %) déclare avoir assisté à des violences physiques sur un autre élève. Ces faits se déroulent à 97 % à l'intérieur de l'école. « Quand on parle de violence physique, ça peut aller d'un croc-en-jambe à une bousculade, explique Logan Verhoeven, président du CEF. Le problème, c'est que la limite entre ce qui se fait pour rire et le harcèlement est très floue. La violence est parfois banalisée alors que cela ne devrait pas être le cas. »

Cette prévalence importante des moqueries a des conséquences : 41,9 % des élèves déclarent cacher des informations à leurs camarades, notamment sur leur situation socio-économique ou leur orientation sexuelle.

Pas facile, quand on est victime de moqueries ou de harcèlement, de se confier à quelqu'un. Seuls 14,5 % des élèves demandent de l'aide. Et plus de la moitié estime que cela ne les aide pas (ce qui rejoint l'analyse de Benoît Galand à lire ci-dessous). Quand elles se confient, les victimes s'adressent en priorité aux amis (50 %), à la famille (30 %). Le personnel éducatif (21,7 %) et les membres du centre psycho-médico-social (13,3 %) n'arrivent qu'après.

On le voit à ces pourcentages : les amis sont souvent les premiers informés. Pourtant, près de la moitié des élèves interrogés (47 %) ne réagissent pas quand ils assistent à de la violence verbale ou physique. Ils le justifient par la peur que la situation se retourne contre eux ou par l'incer-

**« Peu d'élèves sont conscients que faire appel à un adulte est une façon d'intervenir »** LOGAN VERHOEVEN

titude sur ce qu'il convient de faire. « Très peu d'élèves sont conscients que faire appel à un adulte est une façon d'intervenir », avance Logan Verhoeven, pour qui il est essentiel de mieux outiller les élèves.

L'enquête démontre d'ailleurs que les élèves seraient preneurs de différents supports, comme un site internet interactif ou d'information, un cours pour discuter de la question du harcèlement ou encore la mise en place d'élèves référents formés

pour aider les autres. « Pourquoi ne pas profiter du cours de citoyenneté ? », ose le président du CEF. C'est une option, les diverses notes préparatives sur le futur cours évoquant d'ailleurs l'éducation au respect, à la diversité ou aux relations affectives.

L'association avance encore plusieurs pistes : l'intégration de cette problématique dans la formation des enseignants, l'amélioration de la surveillance, une meilleure visibilité et articulation des dispositifs existants. Et appelle à une mobilisation politique, tout comme notre expert. De quoi inspirer la deuxième rentrée scolaire de la ministre Joëlle Milquet ? ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

## ASSISTANCE

### Trois outils

#### Le numéro vert

**0800/95.580** est à la disposition de tous les parents et responsables d'élèves (père, mère, grands-parents) de l'enseignement organisé et subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles, fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé. Il vient en complément au service « Assistance Écoles », déjà en place, et qui permet au personnel de l'enseignement de faire appel aux services qui sont le plus à même d'intervenir en cas de situation difficile. Le numéro vert est disponible du lundi au vendredi de 9 à 13 heures.

#### Les médiateurs scolaires

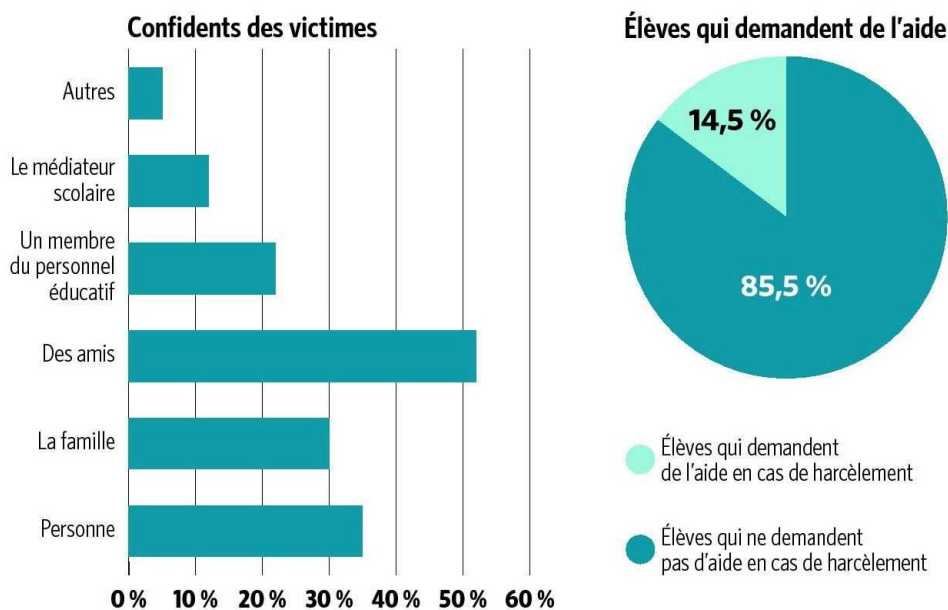
couvrent une zone géographique déterminée et interviennent dans des établissements scolaires à la demande de la direction, d'un enseignant, d'un éducateur, d'un élève ou de sa famille, d'un service extérieur. Leur mission est de s'occuper des problèmes relationnels entre élèves.

#### Les centres psycho-médico-

sociaux ont pour principal objectif la promotion des conditions psychiques et sociales de l'élève pour augmenter ses chances de développer harmonieusement sa personnalité.

A.-C.B.

## Le harcèlement à l'école



## l'expert « Les témoins de violences, un vrai levier d'action »

### ENTRETIEN

**B**enoît Galand, chercheur et enseignant à la faculté de psychologie de l'UCL, est un des principaux experts en matière de harcèlement scolaire en Communauté française. Les derniers chiffres belges sur le phénomène viennent de lui : il a réalisé, en 2013, une enquête auprès de plus de 6.000 jeunes. Grandes conclusions : 35 % des élèves se disent concernés, soit comme auteur (13,9 %), soit comme victime (16,4 %) soit comme auteur et victime à la fois (4,7 %). Au niveau scientifique, le harcèlement se définit par le caractère répétitif des « attaques ». Cette dimension est absente de l'enquête du CEF, qui s'attaque à la violence de manière générale.

### Ces résultats vous surprennent ?

Non. Ces chiffres sont assez proches d'autres données existantes. On sait notamment qu'il y a souvent un contraste entre le témoignage des élèves et ce qu'en disent les enseignants. Quand on est harcelé, cela peut être très difficile d'en parler.

### Pourquoi est-ce difficile ?

Au moment où cela lui arrive, la victime n'identifie pas forcément qu'il s'agit de harcèlement. Ce n'est pas évident. Certains se

disent que c'est de leur faute, quand d'autres ressentent de la honte ou craignent des représailles. D'autres disent ne pas vouloir inquiéter leur entourage. Il y en a qui essaient de s'exprimer, parfois maladroitement, mais cela ne donne pas forcément de résultat, car ils relatent les derniers faits, qui n'apparaissent pas comme dramatiques pour les enseignants, dépourvus d'une vision d'ensemble. Et parfois, quand on aborde la problématique en classe à partir d'un cas réel, cela peut détruire la dynamique de groupe.

### Comment s'en sortir alors ?

Il faut rappeler que cela ne fait pas longtemps qu'on a donné un nom au phénomène du harcèlement. C'est donc normal que les jeunes et les adultes ne soient pas forcément au clair. Je pense qu'il est important d'en parler, notamment dans les médias ou via des campagnes. Le politique doit aussi avoir une vision claire, et à ce niveau, il y a encore du progrès à faire. Côté outils pour les enseignants, il n'y en a pas beaucoup ou alors ils sont très dispersés. Tout cela manque de coordination et de systématisation. La liste des acteurs que les jeunes peuvent contacter manque de lisibilité. Le défi de ce message, c'est qu'il doit être reformulé chaque année pour

correspondre aux nouvelles cohortes d'étudiants, un peu comme la sécurité routière.

### Le politique doit prendre les choses en main ?

Nous n'attendons pas le politique. Un travail de mise en réseau commence à se mettre en place, entre les centres PMS, les médiateurs, les aides en milieu ouvert... À leur propre initiative. Nous voudrions aboutir à un guide de prévention et un site internet.

### Que préconisez-vous ?

Je pense que les écoles doivent travailler sur le climat, sur les valeurs : pas seulement celles du discours mais celles qu'on incarne. C'est important de réfléchir ensemble. Où apprend-on encore le vivre-ensemble à l'école ? La massification de l'enseignement s'est surtout jouée sur les matières, les contenus, mais du coup on a peut-être un peu négligé l'éducation à la citoyenneté. Ceci dit, tout ne doit pas être cristallisé par le futur cours de citoyenneté, en matière de harcèlement, l'approche doit être transversale. Un levier est de sensibiliser les témoins d'agressions : c'est essentiel, car les harceleurs se comportent comme ça pour avoir un statut aux yeux des autres. ■

Propos recueillis par  
A.-C.B.